

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 22 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KERVAL CENTRE ARMOR

69 Rue Chaptal
CS 70556
22000 Saint-Brieuc

Code AIOT : 0005504247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement exploité par KERVAL CENTRE ARMOR implanté La Fontaine de Trémargat 22410 LANTIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERVALLCentre Armor
- La Fontaine de Trémargat 22410 LANTIC
- Code AIOT : 0005504247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Le syndicat KERVAL CENTRE ARMOR exploite des installations de tri et de stockage de déchets non dangereux, des installations de compostages d'ordures ménagères résiduelles respectivement soumises à autorisation au titre des rubriques 2760-1 et 2780 de la nomenclature. Le site est également doté d'installations permettant le traitement de 25000 tonnes d'algues vertes par an.

L'établissement est soumis à la directive IED du 24 novembre 2010 en raison de l'exploitation d'installations de valorisation de déchets soumises à autorisation au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature.

L'activité du site est réglementée par les actes suivants :

- arrêté préfectoral du 18/04/01 pour le stockage des déchets et les installations de compostage,
- arrêté préfectoral complémentaire du 12/05/03 encadrant l'activité de compostage (22000 t/an),
- arrêté préfectoral complémentaire du 05/10/2010 pour le traitement des algues vertes et les installations de compostage,
- arrêté préfectoral complémentaire du 16/05/2018 relatif à la transmission d'une étude eau et d'un bilan quinquénal de la surveillance des eaux souterraines,
- arrêté préfectoral complémentaire du 30/09/21 de la mise en conformité des installations IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle des déchargement de déchets,
- conditions des rejets d'eau et des rejets atmosphériques,
- bilan du suivi quinquénal des eaux souterraines et rapport de base.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Bilan eaux souterraines	Arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2018, art 1	Inspection 2021 aucune suite	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejet canalisé du biofiltre	Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 4	Inspection 2021 aucune suite	Sans objet
3	Rapport de base	AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1	/	Sans objet
6	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 11/10/2022, article R.512-69	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Condition d'élimination caractérisation	Code de de l'environnement du 19/09/2021, article D. 541-48-1	/	Sans objet
4	rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 3	/	Sans objet
5	rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les observations formulées par l'inspection lors du contrôle annuel du 29 octobre 2021, n'ont pas fait l'objet de réponse de la part de l'exploitant. Elles concernaient la transmission d'un bilan du suivi piézométrique ainsi que les conditions de rejets atmosphériques de l'activité de traitement des algues vertes.

Ces observations n'ont pas été levées lors du présent contrôle. Un projet de mise en demeure est donc proposé concernant le bilan piézométrique quinquennal à réaliser. S'agissant des conditions de rejets atmosphériques des installations de traitements d'algues, les prescriptions de l'arrêté ne sont pas adaptées au site. L'exploitant doit transmettre les éléments attendus par l'inspection dans le cadre de l'instruction de l'aménagement des prescriptions préfectorales.

Il a également été constaté l'absence de dispositif de contrôle de déchargement des déchets par vidéo-surveillance. L'exploitant a affirmé avoir modifié son mode d'exploitation sur ce point pour pouvoir bénéficier d'une dérogation. Dans cette optique, un courrier a été transmis à monsieur le Préfet le 31/05/2022. Ce point fera l'objet d'une notification ultérieure dans le cadre des modifications des conditions d'autorisation prévues pour le traitement des algues vertes précitées.

Par ailleurs, concernant le mémoire de non soumission au rapport de base tel que le demande l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/02/2022, un devis signé a été transmis par le Syndicat pour sa réalisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 : - aux installations de stockage de déchets relevant de la <u>rubrique 2760-2-b</u> de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [...] Elles ne sont pas applicables : - aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de dispositif de contrôle par vidéo des déchets déchargés dans l'installation de stockage. L'exploitant a déclaré ne plus recevoir de déchets autres que ceux qu'il produit depuis le mois de juin, pour déroger à l'application de l'article D.541-48-1. Les documents justificatifs n'ont pas fait l'objet de contrôle. Dans le cadre de cette décision, le syndicat Kerval Centre Armor a transmis le 31 mai 2022 un courrier dans lequel il s'engage à réserver totalement son site d'enfouissement aux seuls refus de tri de leurs installations. Cependant, l'arrêté préfectoral du 18/04/2001 prévoit en son article 6.1 la possibilité de réceptionner des déchets dont l'origine géographique est située en dehors du périmètre de compétence du syndicat Kerval Centre Armor. Les modifications des conditions de fonctionnement du site seront notifiées ultérieurement et feront l'objet d'un contrôle ultérieur.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejet canalisé du biofiltre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet canalisé du biofiltre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets canalisés dans l'atmosphère, mesurés dans des conditions normalisées, contiennent moins de : <ul style="list-style-type: none">- 5 mg/Nm3 d'hydrogène sulfuré (H2S) sur gaz sec si le flux dépasse 50 g/h- 50 mg/Nm3 d'ammoniac (NH3) sur gaz sec si le flux dépasse 100 g/h Un contrôle de ces valeurs doit être au moins réalisé une fois par an.
Constats : Le site n'est pas équipé de canalisation pour l'évacuation des émissions atmosphériques liées aux box de traitement des algues vertes. Les émissions issues des box sont canalisées puis envoyées vers un bio-filtre. Un détecteur gaz est placé à proximité du filtre pour la détection éventuelle de H ₂ S. Lors de l'inspection les installations étaient à l'arrêt. Aucun tas d'algues vertes en attente de traitement n'était présent sur le site. L'exploitant a sollicité un aménagement des prescriptions par transmission du 8 novembre 2018. Après analyse du dossier, l'inspection des installations classées a demandé la transmission d'éléments supplémentaires par courrier du 18 février 2019. Cette demande est restée sans suite. Cette observation a déjà été formulée lors du contrôle annuel 2021. L'exploitant n'a pas transmis de réponse aux observations formulées dans le rapport de l'inspection du 17 janvier 2022. L'inspection attire l'attention sur le fait que l'exploitant doit être en mesure de justifier de l'efficacité du système de traitement dans le temps. Les éléments fournis dans le porter à connaissance ne le permettent pas. Aussi, pour régulariser la situation, l'exploitant doit: <ul style="list-style-type: none">- soit se conformer aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2010,- soit transmettre les éléments complémentaires permettant de notifier par arrêté préfectoral les aménagements sollicités par KERVAL CENTRE ARMOR en 2018 qui sont repris dans le courrier à l'exploitant d'accompagnement du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite, prescription inadaptée
Proposition de suites : Susceptibles de suites

N° 3 : Rapport de base

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Rapport de base
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'UVO de KERVAL Centre Armor exploitant d'une installation de compostage des ordures ménagères résiduelles et d'algues vertes, sises à La Fontaine Trémargate, sur la commune de Lantic est mise en demeure de transmettre au Préfet, dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté (le rapport de base ou le mémoire justificatif de non soumission au rapport de base) prévus aux articles R.515-71 et L.515-30 du code de l'environnement
Constats : Par courrier en date du 21 juin 2021, dans le cadre du contradictoire au projet d'arrêté de mise en demeure, le syndicat KERVAL CENTRE ARMOR s'engage à transmettre le rapport de non soumission au rapport de base dans un délai de 3 semaines compte tenu que le bureau d'étude n'a pas recensé de substances pertinentes justifiant la réalisation d'un rapport de base IED. Cependant lors de la visite, l'exploitant ne disposait ni du rapport de base ni du justificatif de non soumission au rapport de base lors de l'inspection. Un devis signé en date du 15 novembre 2022 a été transmis à l'inspection pour la réalisation de ce dossier. L'exploitant dispose d'un délai de 90 jours pour transmettre le mémoire de non soumission au rapport de base.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Susceptibles de suites

N° 4 : rejets d'eau au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 3	
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites à l'émission	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Le tableau des concentrations de l'effluent rejeté autorisées de l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2001 est remplacé par le suivant :	
Paramètres	VLE
MES	30
DCO	180
DBO5	50
Azote Kjeldhal	20
Phosphore total	10
Azote total	25
Cr	0,15
CrVI	0,1 si > 1 g/j
Cd	0,2 mg/l
Cu	0,5
Ni	0,5
Pb	0,1
Zn	1
Hg	5 µg/l
Arsenic	0,05
CN libre	0,1
Fluor	15 si > 150 g/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l si >100 g/j
Composés organiques halogénés	< 1 mg/l si >30 g/j
Phénol	0,1 mg/l
Coliformes fécaux	
PFOA	
PFOS	
Constats : Aucun écart n'est relevé. Il n'y avait pas de rejet d'eau lors de la visite d'inspection. L'exploitant a confirmé qu'il n'y avait aucun rejet d'eau depuis le mois d'août.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 5 : rejets d'eau au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rejets dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les 3 premiers alinéas de l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2001 sont remplacés par la prescription suivante : Le suivi de l'unité de traitement par lagunage consistera en un prélèvement en sortie de lagunage avec analyse des paramètres suivants :
Constats : Aucun écart n'est relevé. Il n'y avait pas de rejet d'eau lors de la visite d'inspection. L'exploitant a confirmé qu'il n'y avait aucun rejet d'eau depuis le mois d'août pour expliquer l'absence d'analyse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/10/2022, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : <u>Feu couvant</u> Par mel du 7 octobre 2022, l'inspection des installations classées a été destinataire d'un rapport relatif à un début d'incendie le 27 septembre dernier dans le casier F de stockage de déchets non dangereux. L'information transmise spécifie que les pompiers sont intervenus sur le site et l'incendie a été maîtrisé à 18h30. Les circonstances de survenue de l'incident n'ont pas été développées. L'exploitant n'a pas respecté les dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement compte tenu qu'aucune déclaration préalable au rapport du 7 octobre n'a été faite. Suite au noyage du casier F afin d'interrompre le feu couvant, il a été procédé à des analyses par la société Labocsa le 29 septembre 2022, le 5 septembre 2022. Les résultats d'analyses n'étaient pas disponibles lors de la visite. Les rapports d'analyses correspondants sont à transmettre à l'inspection. Lors de l'inspection l'exploitant a confirmé qu'il procèderait à un suivi des eaux souterraines de façon bimensuel. Les rapports d'analyses seront à transmettre à l'inspection accompagnés d'une note d'interprétation des données conclusives sur l'impact éventuel de l'incident sur le milieu naturel. Indépendamment du rapport d'incident et de sa gestion, l'inspection rappelle à l'exploitant que tout incident qu'il soit majeur ou mineur doit être déclaré à l'inspection dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Susceptible de suites

N° 7 : Bilan du suivi des eau souterraines

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2018
Thème(s) : Risque chronique
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : [...]Cette étude doit également contenir un bilan relatif au suivi des eaux souterraines. Ce bilan comprend une analyse des eaux souterraines en période basse eaux et hautes eaux, sur l'ensemble des paramètres spécifiés à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 précité. A travers ce bilan, au regard du contexte géologique et de l'étude hydrogéologique réalisée il est procédé à une interprétation du suivi des eaux souterraines sur les 5 dernières années afin de conclure sur l'impact dans l'environnement de l'activité du site.
Constats : Non conforme Lors des précédentes visites d'inspection (2021 et 2020) dans les rapports de suites de visite, l'inspection a rappelé à deux reprises l'obligation de transmettre le bilan du suivi des eaux souterraines tel que l'exige l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2018. Aucun élément n'a été transmis par l'exploitant lors de la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respecter de respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

